ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 janvier 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les règles à suivre pour la fixation du prix de journée d'entretien alloué aux institutions qui accueillent des mineurs d'âge placés aux frais des pouvoirs publics", a donné le 12 février 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e januari 1964 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende regels voor de vaststelling van de prijs voor een dag onderhoud, uit te keren aan instellingen die op overheidskosten geplaatste minderjarigen opnemen", heeft de 12e februari 1964 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui a été établi avec l'accord du délégué du Gouvernement.

Il y aurait lieu cependant de compléter l'article 11 de ce texte par une disposition prévoyant le mode de calcul du coût de la journée d'entretien en ce qui concerne les établissements nouvellement créés.

\+

\+ +

ARRETE ROYAL RELATIF AUX SUBVENTIONS ALLOUEES AUX INSTITUTIONS QUI ACCUEILLENT DES MINEURS D'AGE PLACES AUX FRAIS DES POUVOIRS PUBLICS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, notamment l'article 41;

Vu la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ...

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DU PRIX DE LA JOURNEE D'ENTRETIEN.

Article 2, § ler.

Article ler.-

Le prix de la journée d'entretien est établi, annuellement et pour chaque institution, eu égard à quatre catégories de frais :

1° les frais d'entretien des mineurs d'âge;

2° les frais fixes de l'institution;

3° les frais de personnel;

Article 2, § 5, alinéa 2.

4° la charge de l'amortissement de l'équipement technique et scientifique de l'institution.

Article 22.

Il est, en outre, tenu compte des subsides versés à l'institution par d'autres pouvoirs publics.

Article 4, § ler.

Article 2.-

Les frais d'entretien d'un mineur d'âge pour une journée sont évalués comme suit :

1° Frais d'alimentation :

par enfant de moins de 2 ans, 26 francs;
par enfant de 2 à 6 ans, 20 francs;
par enfant de 6 à 12 ans, 25 francs;
par fille âgée de 12 à 21 ans, 28 francs;
par garçon âgé de 12 à 21 ans, 35 francs.

Article 5, §§ ler et 2.

2° Frais d'habillement, pour autant que l'institution en supporte la dépense :

.../...

par enfant de moins de 2 ans, 4 francs;
par enfant de 2 à 6 ans, 5 francs;
par enfant de 6 à 12 ans, 8 francs;
par fille âgée de 12 à 21 ans, 8 francs;
par garçon âgé de 12 à 21 ans, 10 francs.

Article 2, § 2, c. Article 6.

3° Autres frais d'entretien (literie, blanchissage, réparation du linge, des vêtements et des chaussures, soins de santé, enseignement et activités éducatives): 10 francs.

Article nouveau.

Un arrêté ministériel déterminera la manière de calculer le montant forfaitaire des frais d'entretien pour les institutions où sont accueillis des mineurs appartenant à plusieurs des catégories visées au présent article.

Article 2, § 3.

Article 3.-

Les frais fixes de l'institution (eau, gaz, électricité, chauffage, frais de bureau, entretien et réparation des immeubles, du matériel et du mobilier) sont évalués à 17 francs par jour et par enfant.

Article 7.

Articles 8 et 2, § 4.

Article 4.-

Les frais de personnel sont les débours afférents à l'année qui précède celle pour laquelle le prix de la journée d'entretien doit être fixé et effectivement faits à titre de rémunération du personnel et de charges sociales, à l'exclusion de tout avantage en nature.

Alinéa nouveau.

Le total de ces débours est, le cas échéant, réduit par application des dispositions de l'article 5.

.../...

Alinéa nouveau.

Le montant ainsi obtenu est divisé par le nombre total de journées d'entretien afférent à l'année à laquelle se rapportent les dépenses considérées , sans distinguer pour ce calcul entre les enfants placés aux frais des pouvoirs publics et les autres enfants.

Article 5.-

§ 1er. Des dépenses réelles, il y a lieu de soustraire :

Article 3, § 3.

1° les rémunérations payées à des membres du personnel âgés de plus de 65 ans; cet âge est, toutefois, porté à 70 ans pour les membres du personnel religieux qui n'assument pas des tâches d'éducation ou d'instruction;

Article 8.

2° les rémunérations payées à des membres du personnel employés par l'institution en excédent sur l'effectif normal défini, pour leur catégorie, conformément au § 2 du présent article, ainsi que les charges sociales supportées du chef des mêmes personnes ;

Article 8.

3° la partie des rémunérations et des charges sociales qui dépasse le maximum calculé conformément aux §§ 3 et 4 du présent article.

Article 12.

§ 2. L'effectif normal du personnel dans les différentes catégories d'emplois est fonction du nombre moyen de mineurs accueillis dans l'institution au cours de l'année pour laquelle les frais ont été exposés, augmenté d'un quart, sans toutefois que le nombre ainsi obtenu excède la capacité en lits de l'institution. Le nombre moyen est celui des journées d'entretien divisé par 365.

.../...

Article 9, § ler.

L'effectif normal du personnel de direction, du personnel de bureau et du personnel éducateur est fixé selon le tableau I annexé au présent arrêté.

Article 10, §§ ler et 2.

Le personnel domestique et d'entretien comprend exclusivement les chauffeurs de chaudière, les ouvriers à tout faire, les jardiniers, les cuisiniers et leurs aides, les couturières, les lingères, les femmes d'ouvrage et les hommes de peine; l'effectif normal du personnel de cette catégorie est fixé par le tableau II, annexé au présent arrêté.

Article 11, §§ ler et 2.

Le personnel exerçant des fonctions particulières comprend notamment les médecins, les médecins-spécialistes, les kinésithérapeutes les psychotechniciens, les psychologues et les assistants-psychologues, les logopèdes, les infirmières, soigneuses, gardes malades ou hospitalières, les puéricultrices, les assistants sociaux et les professeurs d'éducation physique; l'effectif normal du personnel et la durée de ses prestations seront fixés pour les catégories d'institutions intéressées, par un arrêté ministériel.

§ 3. Le traitement d'un membre laïc du personnel de l'institution ... (à compléter selon les intentions du Gouvernement) ...

Articles 13, 14 et 15.

Pour le personnel de direction, le personnel de bureau et le personnel éducateur, les échelles de traitments sont fixées aux tableaux III et IV, annexés au

.../.

présent arrêté; pour le personnel domestique et d'entretien : 63.500 à 82.550 francs; pour le personnel assumant des fonctions particulières, l'échelle des traitements est fixée au tableau V, annexé au présent arrêté.

Article 16.

Le traitement d'un membre religieux du personnel est pris en considération pour un montant maximum égal à 50 p.c. de la moyenne du minimum et du maximum prévus, à l'échelle correspondante, pour les fonctions exercées.

Article 17.

Le montant maximum pour lequel sont prises en considération les rémunérations payées à des personnes travaillant à temps réduit sera fixé par un arrêté ministériel.

Article 3, § 3, alinéa 2.

§ 4. Les charges sociales prises en considération sont la cotisation des employeurs en matière de sécurité sociale et d'accidents du travail, et le pécule de vacance des personnes soumises à la législation sur le contrat d'emploi, calculés sur le maximum des rémunérations admis conformément au § 3 du présent article.

Article 3, § 4.

Article 6.-

La charge qui représente l'amortissement de l'équipement technique et scientifique de l'institution est couverte par un montant fixé par enfant et par jour.

.../...

Article 19, §§ 1er et 2.

Article 7.-

Les montants forfaitaires visés aux articles 2 et 3, ainsi que les échelles de traitements visées à l'article 5, § 3, sont rattachés à l'indice 110 des prix de détail du Royaume. Les fluctuations sont fonction de l'indice moyen de l'année précédant celle pour laquelle il y a lieu de fixer le prix de la journée d'entretien; les montants forfaifaires et les échelles sont augmentés ou diminués par tranches de 2,50 p.c., correspondant à des variations de l'indice par tranches de 2,75 p.c. au moins.

Article 22,a.

Article 8.-

Le total des montants visés aux articles 2, 3, 4 et 6 est éventuellement réduit en raison de subventions versées à l'institution par des pouvoirs publics ou par des oeuvres que ces pouvoirs subventionnent.

Il n'est tenu compte desdites subventions que dans la mesure où elles sont allouées en vue de couvrir les dépenses considérées pour la fixation du prix de la journée d'entretien.

Le total des sommes reçues au cours de l'année précédant celle pour laquelle il y a lieu de fixer le prix de la journée d'entretien, est divisé, selon l'affectation assignée à ces sommes par le donateur, soit par le nombre visé à l'article 4, alinéa 3, soit par le nombre total de journées passées dans l'institution par chacun des mineurs placés aux frais des pouvoirs publics.

.../...

CHAPITRE II. - DES SUBVENTIONS.

rticle nouveau.

Article 9.-

Le montant de la subvention allouée est fonction du nombre de journées pendant lesquelles le mineur placé aux frais des pouvoirs publics a été accueilli dans l'institution, ainsi que du prix de la journée d'entretien dans cette institution.

Ce montant est diminué des sommes versées à l'institution pour le mineur, notamment à titre d'allocations familiales.

rticle 21, 1er.

Article 10.-

§ 1er. La subvention est également allouée en raison des journées passées par le mineur, aux frais de l'institution qui l'accueille habituellement, dans un camp, home, ou autre centre de vacances.

Le prix de la journée d'entretien est, le cas échéant, majoré de 40 francs, pour 30 jours par année au maximum. A la demande de subventions doit être joint le relevé des frais de déplacement et de séjour réellement exposés pour les vacances de l'enfant.

rticle 20.

§ 2. Pour les journées de vacances passées par l'enfant soit dans sa famille, soit auprès des tiers qui l'accueillent à titre gratuit, la subvention est allouée, mais le prix de la journée d'entretien est diminué des montants visés à l'article 2, 1° et 3°, du présent arrêté; l'octroi de la subvention visée au présent paragraphe est limité à 60 jours de vacances par an et par enfant.

rticles 20, 2, et 21, 2.

§ 3. L'octroi de la subvention prévue aux §§ 1er et 2 est subordonné à la condition que le mineur d'âge ait réintégré l'institution dès la fin des vacances.

.../...

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 9, § 2 à 4.

Article 11.-

Les dispositions de l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, ne sont pas applicables aux institutions hébergeant des enfants âgés de moins de 2 ans. Les normes relatives au personnel éducateur ne sont pas applicables aux institutions hébergeant des enfants âgés de 2 à 6 ans. Les dispositions de l'article 5, § 2, alinéa 3, ne sont pas applicables aux institutions hébergeant des enfants âgés de moins de 6 ans, des enfants inéducables, ou des enfants paralysés du cerveau.

rticle 23.

Des arrêtés ministériels pourront adapter les dispositions du présent arrêté à la situation spéciale de certaines catégories d'institutions, telles que ... (à compléter par le Gouvernement) ...

rticle 4, 2.

Des dérogations aux dispositions de l'article 2, 1°, peuvent aussi être accordées par arrêté ministériel, en raison de circonstances particulières.

rticle 24.

Article 12.-

N'entre pas en ligne de compte pour le calcul du prix de la journée d'entretien, le personnel recruté après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, il est tenu compte des membres du personnel visés à l'alinéa 1er :

1° s'ils ont été recrutés en vue de pourvoir à un remplacement;

2° si leur recrutement est justifié par une augmentation de la population enfantine de l'institution;

.../...

3° si leur recrutement a reçu l'approbation préalable du Ministre.

Les départements intéressés peuvent étaler sur quatre années la charge financière totale résultant de l'adaptation par les institutions, du personnel aux normes fixées par l'article 5, § 2.

Le présent article est applicable jusqu'au 31 décembre 196...

Article 13.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 196...

Article 14.-

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Education nationale ...

...

...

De Raad van State heeft in overleg met de gemachtigde van de Regering de hierna voorgestelde tekst uitgewerkt.

Aan artikel 11 ware echter een bepaling toe te voegen, die aangeeft hoe de kosten per dag onderhoud voor nieuwe inrichtingen worden berekend.

\+

\+ +

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TOELAGEN AAN INRICHTINGEN DIE OP OVERHEIDSKOSTEN GEPLAATSTE MINDERJARIGEN OPNEMEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming, inzonderheid op artikel 41 ;

Gelet op de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds, inzonderheid op artikel 3, § 1 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van . . .

.../..

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - PRIJS PER DAG ONDERHOUD.

Artikel 2, § 1.

Artikel 1.-

De prijs per dag onderhoud wordt telkenjare en voor iedere inrichting bepaald met inaanmerkingneming van de volgende vier kostencategorieën :

1° de kosten voor onderhoud van de minderjarigen ;

2° de vaste kosten van de inrichting ;

3° de personeelskosten ;

Artikel 2, § 5, tweede lid.

4° de last voor het afschrijven van de technische en wetenschappelijke uitrusting van de inrichting.

Artikel 22.

Bovendien wordt rekening gehouden met de toelagen, door andere openbare besturen aan de inrichting uitgekeerd.

Artikel 4, § 1.

Artikel 2.-

De kosten per dag onderhoud van een minderjarige worden als volgt geraamd :

1° Voedingskosten :
per kind beneden 2 jaar, 26 frank;
per kind van 2 tot 6 jaar, 20 frank ;
per kind van 6 tot 12 jaar, 25 frank ;
per meisje van 12 tot 21 jaar, 28 frank ;
per jongen van 12 tot 21 jaar, 35 frank.

Artikel 5, §§ 1 en 2.

2° De kledingskosten, voor zover ze door de inrichting worden gedragen :
per kind beneden 2 jaar, 4 frank ;
per kind van 2 tot 6 jaar, 5 frank ;
per kind van 6 tot 12 jaar, 8 frank ;
per meisje van 12 tot 21 jaar, 8 frank ;
per jongen van 12 tot 21 jaar, 10 frank.

.../...

Artikel 2, § 2,c, Artikel 6.

3° Andere onderhoudskosten (beddegoed, was, verstellen van linnengoed, kleren en schoenen, gezondheidszorg, onderwijs en opvoedingswerk) : 10 frank.

Nieuw lid.

Een ministerieel besluit bepaalt, hoe het forfaitair bedrag van de onderhoudskosten wordt berekend voor inrichtingen waar minderjarigen zijn opgenomen die tot verschillende van de in dit artikel bedoelde categorieën behoren.

Artikel 2, § 3.

Artikel 3.-

De vaste kosten van de inrichting (water, gas, electriciteit, verwarming, kantoorkosten, onderhoud en herstel van gebouwen, materieel en meubilair) worden op 17 frank per dag en per kind geraamd.

Artikel 7.

Artikelen 8 en 2,§ 4.

Artikel 4.-

De personeelskosten zijn de sommen die met betrekking tot het jaar vóór datgene waarvoor de prijs per dag onderhoud moet worden bepaald, werkelijk werden uitgegeven aan loon voor het personeel en aan sociale lasten, met uitsluiting van enig voordeel in natura.

Nieuw lid.

Het totaal bedrag van die uitgaven wordt in voorkomend geval overeenkomstig artikel 5 verminderd.

Nieuw lid.

Het aldus gevonden bedrag wordt gedeeld door het totaal aantal dagen onderhoud voor het jaar waarop de bewuste uitgaven slaan, zonder dat bij die berekening onderscheid wordt gemaakt tussen op overheidskosten geplaatste kinderen en andere.

Artikel 5.-

§ 1. Van de werkelijke uitgaven moeten worden afgetrokken :

Artikel 3, § 3. 1° het loon, betaald aan personeelsleden boven 65 jaar ; voor het geestelijkenpersoneel dat geen opvoedings- of onderwijstaak vervult, wordt die leeftijd echter tot 70 jaar opgevoerd ;

Artikel 8. 2° het loon, betaald aan de personeelsleden die de inrichting tewerkstelt boven de normale bezetting die overeenkomstig § 2 van dit artikel voor hun categorie is bepaald alsook de voor hen gedragen sociale lasten ;

Artikel 8. 3° het deel van het loon en van de sociale lasten boven het maximum, berekend overeenkomstig de §§ 3 en 4 van dit artikel.

Artikel 12. § 2. De normale personeelsbezetting voor de verschillende categorieën van betrekkingen hangt af van het gemiddeld aantal minderjarigen die de inrichting heeft opgenomen tijdens het jaar waarvoor de kosten werden gemaakt, vermeerderd met één vierde, met dien verstande, dat het aldus verkregen getal niet hoger mag liggen dan het aantal bedden van de inrichting. Het gemiddelde is gelijk aan het aantal dagen onderhoud, gedeeld door 365.

Artikel 9, § 1. De normale bezetting aan directie-, kantoor- en opvoedingspersoneel wordt vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel I.

.../...

Artikel 10, §§ 1 en 2.

Het dienst- en onderhoudspersoneel omvat alleen de ketelstokers, de losse arbeiders, de tuiniers, de koks en hun helpers, de naaisters, de linnennaaisters, de schoonmaaksters en de sjouwers ; de normale bezetting aan personeel van die categorie wordt bepaald overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II.

Artikel 11, §§ 1 en 2.

Het personeel met een bijzondere functie omvat namelijk de geneesheren, de geneesheren-specialisten, de kinesitherapeuten, de psychotechnici, de psychologen en de assistent-psychologen, de logopedisten, de verpleegsters, de verzorgsters, de ziekenoppassters of ziekenhuisassistenten, de kinderverzorgsters, de maatschappelijke assistenten en de leraren in lichamelijke opvoeding ; de normale bezetting aan zodanig personeel en de duur van zijn prestaties worden voor de betrokken categorieën van inrichtingen bepaald bij ministerieel besluit.

§ 3. De wedde van een lid van het lekenpersoneel van de inrichting ... (aan te vullen zoals de Regering het verstaat) ...

Artikelen 13, 14 en 15.

Voor het directie-, het kantoor- en het opvoedingspersoneel zijn de weddeschalen vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabellen III en IV ; voor het dienst- en het onderhoudspersoneel : 63.500 tot 82.550 frank ; voor het personeel met een bijzondere functie is de weddeschaal vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel V.

.../...

Artikel 16. De wedde van een lid van het geestelijken-personeel komt in aanmerking voor ten hoogste 50 t.h. van het gemiddelde van het minimum en het maximum die in de overeenkomstige weddeschaal voor het uitgeoefende ambt zijn bepaald.

Artikel 17. Een ministerieel besluit bepaalt tot welk maximumbedrag het loon dat aan personen met onvolledige dagtaak is betaald, in aanmerking komt.

Artikel 3, § 3, tweede lid. § 4. De in aanmerking te nemen sociale lasten zijn, berekend op het overeenkomstig § 3 van dit artikel toegelaten maximumloonbedrag : de werkgeversbijdrage voor sociale zekerheid en arbeidsongevallen, en het vakantiegeld voor hen die onder de wetgeving op de arbeidsovereenkomst voor bedienden vallen.

Artikel 3, § 4. Artikel 6.-

De last voor het afschrijven van de technische en wetenschappelijke uitrusting van de inrichting wordt gedekt met een bedrag, bepaald per kind en per dag.

.../...

Artikel 19, §§ 1 en 2.

Artikel 7.-

De forfaitaire bedragen, bedoeld in de artikelen 2 en 3, en de weddeschalen waarvan sprake in artikel 5, § 3, worden aan het indexcijfer 110 der kleinhandelsprijzen van het Rijk gekoppeld. Ze volgen het gemiddeld indexcijfer van het jaar dat voorafgaat aan datgene waarvoor de prijs per dag onderhoud moet worden vastgesteld; de forfaitaire bedragen en de schalen worden vermeerderd of verminderd per tranche van 2,5 t.h., overeenstemmend met schommelingen in het indexcijfer van ten minste 2,75 t.h.

Artikel 22, a .

Artikel 8.-

Het totaal van de bedragen, bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 6, wordt eventueel verminderd volgens de toelagen die openbare besturen of door hen gesubsidieerde instellingen aan de inrichting hebben uitgekeerd.

Met die toelagen wordt alleen rekening gehouden voor zover ze worden verleend tot dekking van uitgaven die in aanmerking komen om de prijs per dag onderhoud te bepalen.

Het totaal van de sommen, ontvangen tijdens het jaar dat voorafgaat aan datgene waarvoor de prijs per dag onderhoud moet worden bepaald, wordt gedeeld,naar gelang van de bestemming die de schenker er aan heeft gegeven, hetzij door het getal bedoeld in artikel 4, derde lid, hetzij door het totaal aantal dagen dat iedere, op overheidskosten geplaatste minderjarige in de inrichting heeft doorgebracht.

.../...

HOOFDSTUK II. - TOELAGEN.

Nieuw artikel.

Artikel 9.-

Het bedrag van de toelage hangt af van het aantal dagen dat de op overheidskosten geplaatste minderjarige in de inrichting opgenomen is geweest, en ook van de prijs per dag onderhoud in die inrichting.

Dat bedrag wordt verminderd met de sommen die voor de minderjarige, met name als kinderbijslag, aan de inrichting zijn uitgekeerd.

Artikel 21, § 1.

Artikel 10.-

§ 1. De toelage wordt ook verleend voor de dagen die de minderjarige in een kamp, een tehuis of enig ander vakantieoord heeft doorgebracht op kosten van de inrichting waar hij pleegt te zijn opgenomen.

De prijs per dag onderhoud wordt in voorkomend geval, ten hoogste voor 30 dagen per jaar, met 40 frank vermeerderd. Bij de aanvraag om toelagen moet de staat van de voor de vakantie van het kind werkelijk gedragen reis- en verblijfkosten worden gevoegd.

Artikel 20.

§ 2. Voor de vakantiedagen die het kind doorbrengt hetzij bij zijn familie, hetzij bij derden die het kosteloos opnemen, wordt de toelage verleend, met dien verstande dat de prijs per dag onderhoud wordt verminderd met de bedragen bedoeld in artikel 2, 1° en 3°, van dit besluit; de in deze paragraaf bepaalde toelage wordt ten hoogste voor 60 vakantiedagen per jaar en per kind verleend.

Artikelen 20, § 2, en 21, § 2.

§ 3. Aan het verlenen van de in de §§ 1 en 2 bedoelde toelage wordt de voorwaarde verbonden dat de minderjarige op het eind van de vakantie in de inrichting is teruggekeerd.

HOOFDSTUK III. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 9, §§ 2 tot 4.

Artikel 11.-

Het bepaalde in artikel 5, § 2, tweede en derde lid, geldt niet voor inrichtingen die kinderen beneden twee jaar opnemen. De normen voor opvoedingspersoneel vinden geen toepassing op inrichtingen die kinderen van 2 tot 6 jaar opnemen. Artikel 5, § 2, derde lid, is niet toepasselijk op inrichtingen die kinderen beneden 6 jaar, niet opvoedbare of hersenverlamde kinderen opnemen.

Artikel 23.

Ministeriële besluiten kunnen de voorschriften van dit besluit aanpassen aan de speciale toestand van bepaalde categorieën van inrichtingen zoals ... (door de Regering bij te werken)...

Artikel 4, § 2.

Bij ministerieel besluit kan evenzo, wegens bijzondere omstandigheden, afwijking van het bepaalde in artikel 2, 1°, worden verleend.

Artikel 24.

Artikel 12.-

Personeel dat na de inwerkingtreding van dit besluit is aangeworven, wordt voor de berekening van de prijs per dag onderhoud niet meegeteld.

Met personeelsleden als in het eerste lid bedoeld, wordt echter wel rekening gehouden :

1° als zij zijn aangeworven om iemand te vervangen;

2° als hun aanwerving verantwoord is wegens stijging van het aantal kinderen in de inrichting;

3° als de Minister met hun aanwerving vooraf heeft ingestemd.

De betrokken departementen kunnen de totale financiële last die ontstaat doordat de inrichtingen hun personeel op de in artikel 5, § 2, bepaalde normen afstemmen, over vier jaar spreiden.

Dit artikel is van toepassing tot 31 december 196...

Artikel 13.-

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 196...

Artikel 14.-

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Nationale Opvoeding ...

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.